

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

43, rue de la Victoire 75009 PARIS Tél: 874 39 38.



Informations du Guatemala

2° année / N° 82

du 20 au 26 juillet 1984

POLITIQUE

Le TSE rejette les dénonciations et les contestations des résultats électoraux
Les résultats électoraux : un rejet de la violence officielle
L'armée ne permettra pas le jugement des officiers corrompus
Le gouvernement accepte avec réserve le document de Contadora

ECONOMIE

La crise de l'industrie s'aggrave

EGLISE

Un séminariste assassiné

CONTRE-INSURRECTION

Participation de force aux patrouilles civiles

INSURRECTION

EGP : Embuscade dans le Quiché, l'armée perd 25 hommes
L'ORPA s'empare de 20 fusils et cause 6 pertes à l'armée

DROITS DE L'HOMME

Des condamnés par les tribunaux spéciaux graciés
On découvre un centre de torture dans une prison
Les prisons ne remplissent pas leurs fonctions
On demande la mise en liberté des séquestrés

4 P 12.315

POLITIQUE

LE TSE REJETTE LES DENONCIATIONS ET CONTESTATIONS DES RESULTATS ELECTORAUX

Le Tribunal Electoral Suprême (TSE) a "rejeté", le 19 juillet, les dénonciations de fraude électorale formulées par différents secteurs politiques et les medias, en déclarant sans fondement la contestation des résultats électoraux dans 2 provinces, présentée par la Démocratie Chrétienne et l'Union du Centre National. Ces deux partis se plaignaient de la partialité dont bénéficie l'extrême-droite.

Arturo Herbruger, président du Tribunal a donc confirmé la répartition des sièges de l'Assemblée constituante. La coalition formée par le Mouvement de Libération Nationale et par la Centrale Authentique Nationaliste (partis d'extrême-droite), en troisième position selon le nombre de suffrages obtenus, a obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée.

La date d'entrée en fonction de la nouvelle assemblée sera fixée en août par la présidence.

LES RESULTATS ELECTORAUX : UN REJET DE LA VIOLENCE OFFICIELLE

Les résultats des élections du 1er juillet manifestent le rejet de la violence officielle, a affirmé le 19 juillet le Parti Socialiste Démocratique (PSD), membre de l'Internationale Socialiste.

Selon ce parti, qui a boycotté les élections, celles-ci se sont déroulées dans un climat de répression, d'insécurité et de menace", situation qui se reflète dans le nombre de votes nuls et blancs et dans l'abstentionnisme. Ces élections constituent néanmoins une "avancée positive", si l'on tient compte des fraudes électorales passées.

L'ARMEE NE PERMETTRA PAS LE JUGEMENT DES OFFICIERS CORROMPUS

L'armée du Guatemala ne permettra pas que les officiers accusés de corruption soient traduits devant un tribunal par un éventuel gouvernement civil, a déclaré le 19 le lieutenant colonel Edgar Djalma Dominguez, porte-parole des forces armées. "On n'emmènera aucun de nous sans avoir affaire aux autres".

Le porte-parole de l'armée répondait ainsi à certaines rumeurs circulant dans les milieux politiques, bien que la Démocratie Chrétienne et l'Union du Centre National, (les deux partis ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages lors des élections), aient démenti avoir l'intention d'intenter ce type d'action.

LE GOUVERNEMENT ACCEPTE AVEC RESERVE LE DOCUMENT DE CONTADORA

Le Guatemala accepte avec réserve le document intitulé les actes de Contadora, document qui avance des propositions en vue de la pacification de la région, a déclaré le 18 Fernando Andrade Diaz-Duran, ministre des Relations Extérieures. Le gouvernement accepte le principe du document mais "a quelques observations" à faire à ce sujet.

Le document en question propose des normes à respecter par les pays d'Amérique Centrale pour instaurer la paix dans la région, parmi lesquelles : le retrait des bases militaires étrangères, l'arrêt de la course aux armements et l'interruption de l'appui apporté aux groupes insurgés.

Selon le ministre guatémaltèque, le régime militaire a amélioré son image de marque vis-à-vis de l'étranger, ce qui autorise l'aide économique et militaire de l'administration Reagan.

DU MATERIEL DE GUERRE ENTRE AU GUATEMALA

Selon une information du Journal Télévisé, une importante quantité de matériel de guerre est entrée hier par voie maritime dans le pays. De sévères mesures de contrôle ont été prises pour transporter la cargaison de la base navale de Santo Tomas de Castilla (Atlantique) à la caserne Mariscal Zalava de la capitale.

Le gouvernement guatémaltèque, qui avait annoncé accepter le document de Contadora dans lequel il est demandé de suspendre la course aux armements, a prié la population de ne pas s'alarmer devant les opérations de contrôle et de transfert du chargement militaire.

Selon Teleprensa, ce matériel provient de différents pays et sera distribué dans les bases militaires de province par les hélicoptères des forces aériennes.

ECONOMIE

LA CRISE DE L'INDUSTRIE S'AGGRAVE

Selon une enquête du département d'études économiques de la Banque du Guatemala, divulguée le 19, le bilan de l'activité industrielle de cette année a empiré dans tous les secteurs, à l'exception du secteur textile. Les entrepreneurs assurent que la demande de produits manufacturés, aussi bien sur le marché interne que sur le marché international, a diminué de plus de 33 % par rapport à 1983, année où la demande était déjà inférieure à l'année précédente.

EGLISE

UN SEMINARISTE ASSASSINE

Le corps du séminariste Sergio Alejandro Ortiz Toledo, enlevé le 21 juillet aux alentours de l'université de San Carlos, a été retrouvé le 23. Le corps portait des traces de tortures et le médecin chargé de l'autopsie a signalé une balle dans la tempe droite.

L'assassinat du futur sacerdote a été considéré par les secteurs religieux comme une marque de la répression officielle qui affecte l'Eglise catholique depuis que celle-ci a assumé de dénoncer les problèmes et les graves nécessités dont souffre le pays.

Entre novembre et juillet, un autre séminariste et un sacerdote ont été assassinés, et l'on avait pu prouver la responsabilité directe de l'armée gouvernementale dans ces actes.

CONTRE - INSURRECTION

PARTICIPATION DE FORCE AUX PATROUILLES CIVILES

Le 13 juillet, des membres de l'armée ont rasé plusieurs demeures dans le village de Villanueva, près de la capitale. 33 personnes ont été emmenées de force

Oh dans un campement militaire en vue de les obliger à intégrer les patrouilles d'autodéfense civile.

Les habitants du village ont dénoncé les faits dans un rapport adressé au chef de l'Etat et communiqué à la presse. Ils demandent l'annulation des projets d'organisation de patrouilles civiles dans leur village.

INSURRECTION

EGP : EMBUSCADE DANS LE QUICHE, L'ARMEE PERD 25 HOMMES

L'Armée de Guerrilla des Pauvres (EGP) a tendu le 19 une embuscade à un camion militaire aux environs de l'agglomération de Kalba, municipalité de Chajul, département du Quiché, entraînant 25 pertes (morts et blessés) pour l'armée.

L'EGP a fait savoir le 24 juillet que l'embuscade lui a permis de se saisir de 10 fusils Gallil, d'une carabine M-1, dotés de leurs munitions, et d'une radio-émettrice.

Le sous-lieutenant d'infanterie et parachutiste Cesar Augusto Joachin Orozco, qui commandait les troupes officielles est mort au cours de l'opération.

Dans un communiqué du bureau des Relations Publiques, l'armée reconnaît l'attaque des guerrilleros ; des mines Claymore avaient été posées et des coups de feu ont été échangés. Elle a également reconnu la mort de 15 soldats et du commandant cité.

L'ORPA S'EMPARA DE 20 FUSILS ET CAUSE 6 PERTES A L'ARMEE

Des unités de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ont pris d'assaut les détachements des plantations de café San Rafael Panan et Moca Grande, dans le département du Suchitepequez. Selon un communiqué de l'organisation (22/07), les insurgés ont capturé et admonesté en public les envoyés militaires (représentants locaux de l'armée gouvernementale) ; ils se sont emparés de 20 fusils et de munitions.

Les insurgés ont tenu des réunions politiques avec les travailleurs et les patrouilles civils et incendié les installations des deux domaines. Ces opérations, dit l'ORPA, nous permettent de désarticuler le système de surveillance et de contrôle répressif mis en place par l'armée dans ces deux domaines, convertis, avec la collaboration de leurs propriétaires, en base d'opérations contre-insurrectionnelles.

Un autre communiqué de l'ORPA, daté du 24 juillet, rend compte d'un combat soutenu le 22 contre une compagnie de kaibiles (troupes d'élite), aux environs du domaine Monte Cristo, à El Tumbador, département de San Marcos (Ouest du pays). 6 soldats ont trouvé la mort au cours de l'opération, les rebelles affirment n'avoir subi aucune perte.

DROITS DE L'HOMME

DES CONDAMNES PAR LES TRIBUNAUX SPECIAUX GRACIES

Le 18 le gouvernement militaire a grâcié 56 personnes qui accomplissaient une peine selon les sentences émises par les tribunaux spéciaux (aujourd'hui abolis).

Cette grâce est due aux pressions internationales, a affirmé le 23 la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG).

Les milliers de personnes assassinées et enlevées pour des raisons politiques, au sujet desquelles le gouvernement ne donne aucune information satisfaisante, constituent le problème de fond du pays. L'organisation humanitaire fait remarquer que les personnes graciées avaient été condamnées par des tribunaux illégaux, les sentences émises n'avaient donc aucune validité.

Les tribunaux spéciaux fonctionnaient sous le régime du général Rios Montt ; ils dépendaient du ministère de la Défense, alors dirigé par l'actuel chef de l'Etat, le général Mejia Victores.

15 personnes ont été condamnées à mort et plus de 100 à des peines de prison par les tribunaux spéciaux, lors de procédures sommaires qui, selon les organisations humanitaires, violaient les garanties de la défense les plus élémentaires et d'impartialité de la justice.

En février dernier, la CDHG a entamé une campagne pour sauver les détenus séquestrés et les condamnés des tribunaux spéciaux.

ON DECOUVRE UN CENTRE DE TORTURE DANS UNE PRISON

Le directeur général du système pénitenciaire, Camilo Dedet Rosa, a reconnu le 18 que 18 personnes avaient été découvertes dans un état grave dans le centre de torture clandestin situé au sous-sol de la prison de Pavon.

Les détenus avaient dénoncé l'existence de tels centres dans un rapport adressé le 11 juillet au chef de l'Etat. Les détenus torturés ont été découvert le 17 dans le sous-sol, où l'on a également trouvé des instruments de torture.

Dedet Rosa a déclaré que le sous-sol en question servait auparavant "de dortoir aux gardiens de la prison" ; il a signalé que les 18 détenus (dont les noms n'ont pour l'instant pas été révélés), étaient traités de manière "infrahumaine" par les autres détenus et non par les autorités de la prison.

LES PRISONS NE REMPLISSENT PAS LEURS FONCTIONS

Les centres pénitenciaires du Guatemala ne remplissent pas leur fonction de réhabilitation sociale, a affirmé le 19 le président de l'institution judiciaire, Tomas Baudilio Navarro, commentant la découverte d'un centre de torture clandestin dans la prison de Pavon.

A la suite de la "découverte", 76 recours en habeas corpus ont été déposés auprès des tribunaux.

Tomas Baudilio Navarro a par ailleurs ajouté que les 350 recours en habeas corpus déposés par la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala ont été rejetés.

Dans les requêtes présentées, il est précisé que plusieurs juges ont eu accès à la prison de Pavon, mais n'ont jamais fait état de l'existence du centre cité.

ON DEMANDE LA MISE EN LIBERTE DES SEQUESTRES

Les familles de disparus ont publié le 20 juillet un dépliant de presse pour demander la mise en liberté de leurs proches.

Les photographies de 31 enfants de disparus étaient accompagnées du commentaire suivant : "Ces enfants, qui comme beaucoup d'autres souffrent de la disparition d'un être cher, mystérieusement enlevé, ont besoin de l'appui moral et économique de leur géniteur". Les familles des disparus ont épuisé tous les recours dont elles disposaient pour qu'une enquête sur le sort des disparus soit menée par les autorités.